



## LETTRE OUVERTE de la CNL au Président de la République

Montreuil, le 14 septembre 2018

Monsieur le Président de la République, les familles exigent du pouvoir d'achat.

Alors que les prix à la consommation augmentent, que les salaires stagnent et que les aides sociales baissent, la rentrée s'annonce particulièrement difficile pour une majorité de Français.

Depuis votre arrivée à la présidence, vous faites preuve d'un manque de considération envers les plus modestes en amputant injustement les prestations sociales, telles que les APL dont on ne compte plus les nombreux coups de rabot. Or, après avoir violemment encaissé la baisse de 5 euros en 2017 et la non-revalorisation de 2018, les allocataires des aides au logement sont à nouveau mis à contribution par leur désindexation.

Le pouvoir d'achat des retraités, déjà fortement touché par la hausse de la CSG, est aujourd'hui frappé par la désindexation de leur pension sur l'évolution de l'inflation. Un rapide calcul permet d'estimer à 578 euros les pertes par an pour un retraité qui perçoit mensuellement 1 300 euros. Une démarche incompréhensible et proprement inacceptable puisque contrairement aux idées que vous tentez de véhiculer, les retraités ne sont ni des « privilégiés » ni des rentiers : l'immense majorité d'entre eux dispose de revenus modestes excédant à peine 1 300 euros par mois... nous sommes loin de l'opulence !

Au total, 3 milliards d'euros seront économisés sur le budget des prestations sociales versées par l'Etat. Pourtant, il est régulièrement démontré que ces aides permettent aux familles les plus fragiles de ne pas sombrer dans l'extrême pauvreté.

Le prélèvement de l'impôt à la source plonge les familles dans l'insécurité financière. Cette réforme de la fiscalité annoncée qui va entraîner la réduction du pouvoir d'achat des ménages ne correspond ni à une demande sociale pressante ni à une mesure de justice fiscale réclamée par les citoyens, habitants et consommateurs.

Monsieur le Président de la République, vous avez le devoir de répondre à l'urgence sociale. Nous demandons solennellement du pouvoir d'achat pour les familles, et notamment que les économies prévues sur les aides au logement dans le budget 2019 soient utilisées pour revaloriser l'APL.

En vous présentant, Monsieur le Président de la République, l'expression de ma haute considération.

Eddie JACQUEMART  
Président national de la CNL